

2020
#GGSD
Forum

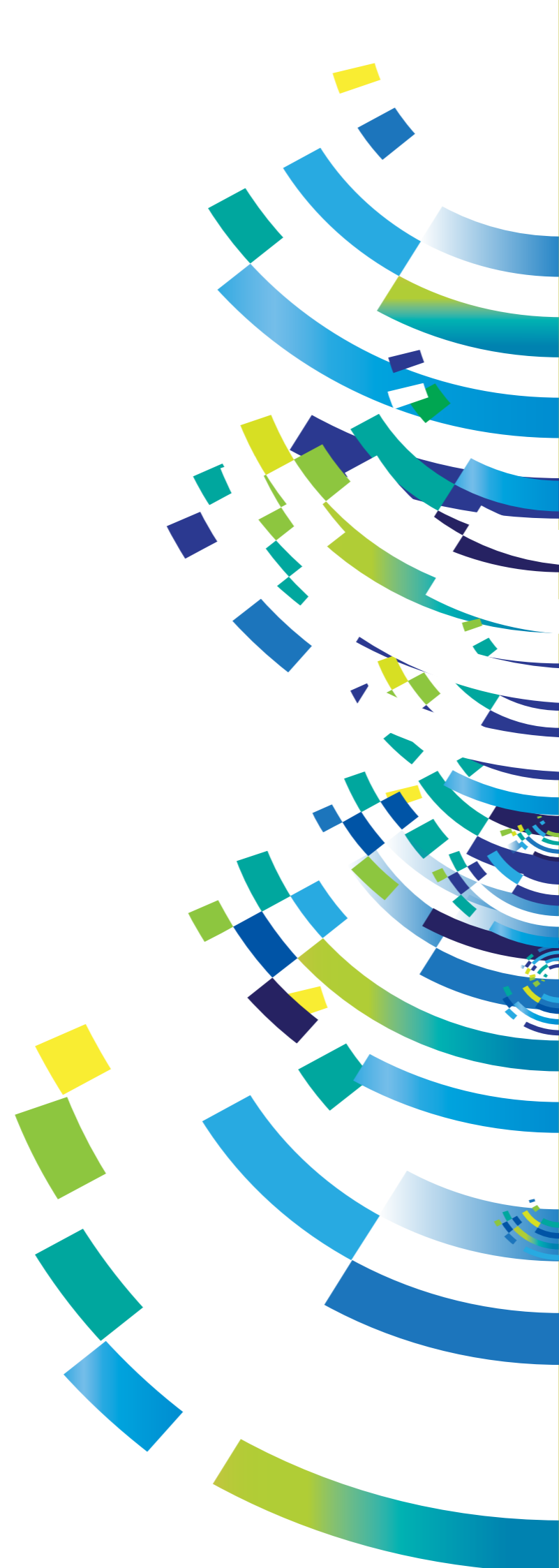
24 - 26 Novembre

Préserver le capital naturel:

résilience, gestion des risques et COVID-19

Ordre du jour annoté

Forum sur la
croissance
verte et le
développement
durable
2020



Aperçu

Première journée
mardi 24 novembre 2020

- 14:00 - 14:55 Séance d'ouverture à haut niveau
- 14:55 - 15:05 Pause
- 15:05 - 16:15 **Session 1 - Préserver le capital naturel terrestre**

Deuxième journée
mercredi 25 novembre 2020

- 14:00 - 15:10 **Session 2 - Préserver le capital naturel marin**
- 15:10 - 15:20 Pause
- 15:20 - 16:30 **Session 3 - Financer le capital naturel**

Troisième journée
jeudi 26 Novembre 2020

- 14:00 - 15:00 **Session 4 - Mesurer le capital naturel et la biodiversité**
- 15:00 - 15:10 Pause
- 15:10 - 16:30 **Session 5 - Face aux enjeux du climat et de la biodiversité :
des solutions fondées sur la nature pour gérer les risques**
- 16:25 - 16:30 **Allocution de clôture**

Documents de référence

Disponibie en anglais seulement



Land-use policies for sustainability

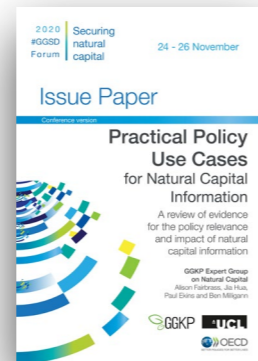
by Axelle Boulay, OECD Consultant

<https://bit.ly/3nAAalm>

Practical Policy Use Cases for Natural Capital Information: A review of evidence for the policy relevance and impact of natural capital information

by Alison Fairbrass, Jia Hua, Paul Ekis and Ben Milligann,
GGKP Expert Group on Natural Capital

<https://bit.ly/370tp7t>



New technologies and approaches to measure ecosystem services locally and to engage local stakeholders: From concepts to real-life applications of ecosystem services modelling and decision-support tools

by Peter van Bodegom and Roy Remme, Leiden University

<https://bit.ly/397hR3t>

Ordre du jour annoté

Note de réflexion

La pandémie de COVID-19 a fait ressortir les fragilités des systèmes socioéconomiques dans le monde, et mis en lumière les risques que la dégradation du capital naturel fait peser sur la santé humaine, les économies et les sociétés. Pourtant, le capital naturel – à commencer par la biodiversité et les services écosystémiques dont nous sommes tributaires – se détériore à un rythme rapide. Depuis 1970, notre planète a perdu un dixième de sa biodiversité terrestre et un tiers de sa biodiversité dulcicole. La déforestation se poursuit, et la dégradation des sols a mis à mal la productivité de 23 % des terres émergées du globe. L'état des eaux côtières se détériore sous l'effet de la pollution, et leur eutrophisation devrait progresser de 20 % d'ici à 2050 dans les grands écosystèmes marins (OCDE, 2019 ; IPBES, 2019).

Ces tendances à l'érosion du capital naturel peuvent avoir de profondes répercussions sur la résilience de nos sociétés, et le recul de la biodiversité figure parmi les principaux facteurs de risque. La détérioration du capital naturel menace la productivité de plusieurs secteurs économiques, qui vont de l'agriculture et de la pêche au tourisme et à l'industrie. Parallèlement, les facteurs à l'origine du recul de la biodiversité – comme la destruction des forêts, le changement d'affectation des sols, la surexploitation des ressources naturelles, le commerce d'espèces sauvages et le changement climatique – contribuent à créer des conditions qui favorisent la transmission d'agents pathogènes des animaux à l'homme. Les cas récents de propagation de nouvelles maladies à partir des animaux d'élevage et l'homogénéité de ceux-ci soulignent qu'il importe de rendre notre système alimentaire plus résilient et plus sûr.

En quoi la pandémie de COVID-19 redéfinit-elle le débat sur l'action publique en matière de protection de la biodiversité et du capital naturel? Quelles pratiques exemplaires observe-t-on dans les secteurs et les domaines d'intervention directement liés à la biodiversité? Comment le système alimentaire mondial peut-il répondre au « triple enjeu » qui consiste à assurer la sécurité alimentaire pour tous, à promouvoir le développement rural et à utiliser les ressources naturelles de manière durable – bref, favoriser des moyens d'existence décentes à tous? Quelles démarches peuvent servir à la fois les objectifs de biodiversité et les objectifs climatiques? Comment mesurer les progrès en matière de préservation de la vie sous l'eau et sur terre, conformément aux objectifs de développement durable (ODD) 14 et 15, et comment mieux mobiliser des financements à l'appui de ces objectifs?

Alors que la communauté internationale s'emploie à s'accorder sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 à l'occasion de la COP15 de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB), et se prépare à la COP26 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Forum 2020 de l'OCDE sur la croissance verte et le développement durable aura pour thème central « *Préserver le capital naturel : résilience et gestion des risques au service de la croissance verte après le COVID-19* ». Les participants réfléchiront aux risques que fait peser l'érosion incontrôlée de la biodiversité et du capital naturel sur la résilience et la durabilité des économies et des sociétés, et examineront en quoi la pandémie de COVID-19 modifie les réponses des pouvoirs publics à ces problèmes.

14:00 - 14:55 Séance d'ouverture à haut niveau

Modérateur:

[Rodolfo LACY](#), Directeur, Direction de l'environnement, OCDE

Allocution de bienvenue:

[Ángel GURRÍA](#), Secrétaire général, OCDE

Exposé introductif : l'économie de la biodiversité

[Partha DASGUPTA](#), Professeur émérite d'économie, titulaire de la chaire Frank Ramsey, Université de Cambridge, Royaume-Uni

Exposés thématiques : points de vue nationaux

[Bérangère ABBA](#), Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique, chargée de la Biodiversité, France

[LIU Ning](#), Directeur général adjoint et Négociateur en chef pour la Convention sur la diversité biologique, ministère de l'Écologie et de l'Environnement, République populaire de Chine

Exposé thématique : Préserver le capital naturel – agriculture durable

[Louise O. FRESCO](#), Professeur, Présidente du Conseil d'administration, Université de Wageningen, Conseil consultatif stratégique, FAO

14:55 - 15:05 Pause

Une transformation de l'utilisation des sols est nécessaire pour éradiquer la faim (ODD 2), garantir une eau propre pour tous (ODD 6), faire baisser les émissions de gaz à effet de serre (ODD 13) et protéger la vie terrestre (ODD 15). Par ailleurs, l'homogénéité des plantes cultivées et des animaux d'élevage rend nos systèmes alimentaires vulnérables aux chocs provoqués, par exemple, par des agents pathogènes nouveaux ou des espèces envahissantes importées via les échanges internationaux. Le mitage des habitats naturels sous l'effet des activités humaines et la concurrence pour l'accès aux ressources foncières devraient aller en s'amplifiant du fait de la progression de la population planétaire, de l'urbanisation et de l'évolution des modes de consommation et d'alimentation. Cette session réfléchira aux politiques nécessaires, aux pratiques à appliquer par les entreprises et aux défis à surmonter sur le plan de l'économie politique pour assurer une utilisation plus durable du capital naturel terrestre. Comment l'action publique dans une série de domaines – aménagement du territoire, paiements pour services écosystémiques, agriculture durable et foresterie, notamment – peut-elle aider à gérer les synergies et les arbitrages entre les multiples utilisations possibles des terres? La pandémie de COVID-19 apparue soudainement a en outre accentué les pressions pesant sur le système alimentaire mondial, obligeant les gouvernements à intervenir pour que les chaînes d'approvisionnement continuent de fonctionner et que les consommateurs fragiles aient accès aux produits alimentaires. Quelles sont les conséquences de ces interventions en termes de redistribution? Cette session examinera également le rôle des nouvelles technologies dans le règlement de ces problèmes de longue date.

Modérateur:

[Alon ZASK](#), Directeur général adjoint principal chargé des ressources naturelles, ministère de la Protection de l'environnement, Israël ; Co-président du Groupe de travail de l'OCDE sur biodiversité, l'eau et les écosystèmes (GTBEE)

Exposé introductif:

[Anne LARIGAUDERIE](#), Secrétaire exécutive, Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)

Intervenants:

Décideur d'un pays membre de l'OCDE, à propos de la réforme de la politique agricole et des paiements pour services écosystémiques

[Julien HARDELIN](#), Chef du Bureau de la prospective et de la stratégie, ministère de l'Agriculture, France

Représentante du secteur privé, à propos des nouvelles technologies qui permettent de mieux appliquer les pesticides et d'en réduire la consommation

[Janet WILLIAMS](#), Chef de la science réglementaire (Royaume-Uni & Irlande), Bayer Crop Science

Point de vue des ONG et pays en développement

[Robin NAIDOO](#), Directeur scientifique, Conservation et espèces sauvages, WWF

Utiliser les données pour faire participer les acteurs locaux

[Peter VAN BODEGOM](#), Professeur de biologie environnementale, Université de Leiden

Questions intéressant l'action publique:

- Comment le système alimentaire peut-il répondre au « triple enjeu » consistant à garantir la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance pour les agriculteurs et la viabilité écologique? Quelles sont les principales avancées réalisées et quels sont les principaux défis qui restent à relever?
- Comment les gouvernements peuvent-ils renforcer la cohérence entre les politiques ciblant les secteurs fondés sur le capital naturel et l'utilisation des terres (foresterie, agriculture...) et celles tournées vers la protection de la biodiversité et l'action climatique?
- Quelles contributions la science et l'innovation peuvent-elles apporter à l'utilisation durable des terres? Comment les nouvelles sources de données et la science ouverte peuvent-elles accélérer l'innovation et l'adoption de pratiques durables d'utilisation des terres?
- Dans quelle mesure la crise sanitaire et économique provoquée par le COVID-19 influence-t-elle le débat sur les politiques de protection de la biodiversité et du capital naturel?

Deuxième journée: mercredi 25 novembre

14:00 - 15:10 Session 2 - Préserver le capital naturel marin

Estimée à 1 500 milliards USD, l'économie de la mer englobe de nombreux secteurs, dont la pêche, l'aquaculture, le tourisme, les transports et les industries extractives. Cependant, les écosystèmes marins et côtiers fournissent aussi de précieux services qui sont le plus souvent insuffisamment pris en compte et soumis à de fortes pressions du fait des activités économiques : régulation du climat, dépollution, protection contre les tempêtes, stabilisation de la ligne de rivage, habitat d'espèces sauvages... Dans le cadre des efforts de relance après la crise du COVID-19, les gouvernements doivent décourager les pratiques qui risquent de nuire davantage encore à la durabilité de l'économie de la mer, comme la surpêche, l'aménagement sauvage des zones côtières et la pollution. Cette session se penchera sur les pratiques optimales, les opportunités à saisir et les défis à surmonter pour rendre l'économie de la mer plus respectueuse de l'environnement. Elle abordera le rôle des approches intégrées en matière de gestion de la mer, comme la gestion intégrée des zones côtières ou la planification de l'espace maritime, pour faire en sorte que les multiples usages de la mer soient en phase avec les ODD. Comment les aires marines protégées peuvent-elles garantir l'exploitation durable des ressources de la mer? La discussion portera aussi sur les effets redistributifs des nécessaires réformes, la façon de les gérer et le rôle des nouvelles technologies à l'appui d'une utilisation durable de la mer dans le contexte de la prochaine Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-30).

Modérateur:

[Don SYME](#), Conseiller, Industries primaires, ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Nouvelle-Zélande ; Président du Comité des pêcheries de l'OCDE

Exposé introductif:

[Russell REICHEL](#), Sherpa de l'Australie auprès du Groupe de haut niveau sur une économie maritime durable ; membre du Conseil de direction de l'Autorité australienne du changement climatique

Intervenants:

Tourisme et utilisation durable de la mer

[Helena REY DE ASSIS](#), Administratrice de programme, Unité consommation et production, ONU Programme pour l'environnement

Responsable de l'élaboration des politiques, à propos de la planification de l'espace maritime

[Céline FRANK](#), Responsable des politiques, Secteurs de l'économie bleue, aquaculture et planification de l'espace maritime, DG MARE, Commission européenne

Rôle du renforcement des capacités dans la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques

[Ariel TROISI](#), Président, Commission océanographique intergouvernementale, UNESCO

Point de vue des ONG

[Monica VERBEEK](#), Directrice exécutive, Seas at Risk

Questions intéressant l'action publique:

- En quoi les défis à surmonter et les opportunités à saisir pour assurer une gestion durable de la mer varient-ils selon les secteurs tributaires du capital naturel marin? Comment améliorer la cohérence des politiques ciblant les différents usages de la mer?
- Quelle contribution la mer apporte-t-elle au bien-être humain? Quel lien y a-t-il entre la gestion durable des ressources marines et l'action climatique (atténuation et adaptation)?
- Comment les nouvelles technologies peuvent-elles favoriser une gestion durable de la mer? Quels facteurs peuvent entraver leur transfert international, notamment à destination des pays en développement?
- Existe-t-il des incompatibilités entre croissance économique et gestion durable de la mer? Les politiques en faveur de la conservation et de l'exploitation durable du capital naturel marin produisent-elles des gagnants et des perdants? Comment gérer ces enjeux?

15:10 - 15:20 Pause

15:20 - 16:30 Session 3 - Financer le capital naturel

Pour atteindre les cibles des ODD relatives à la biodiversité et rendre nos sociétés plus résilientes, il importe de détourner les flux de financements (publics et privés) des activités économiques non viables pour les réorienter vers celles qui sont « compatibles avec la biodiversité ». Or, les progrès en matière d'intégration de la biodiversité dans les décisions d'investissement – au travers de pratiques comme l'évaluation des impacts et des relations de dépendance, la gestion des risques, la diligence raisonnable et la divulgation des risques – sont pour l'instant limités. Cette session sera consacrée à une réflexion sur les flux financiers mondiaux axés sur la biodiversité, les déficits de données à combler dans les notifications de ces financements et les moyens d'accroître les financements publics et privés axés sur la biodiversité et les autres éléments du capital naturel. Les débats porteront aussi sur le rôle des initiatives publiques et privées destinées à améliorer la divulgation d'informations sur les risques pour la biodiversité, et sur celui des institutions multilatérales de coopération pour le développement et des autorités de surveillance financière dans la mobilisation d'investissements privés.

Modérateur:

[Alexander BASSEN](#), Professeur & Directeur de la chaire marchés financiers et gestion d'entreprise, Université de Hambourg ; membre du Conseil allemand du développement durable

Exposé introductif:

[Katia KAROUSAKIS](#), Cheffe d'équipe Biodiversité, Division du climat, de la biodiversité et de l'eau, Direction de l'environnement, OCDE

Intervenants:

Point de vue d'une institution financière internationale sur la prise en compte de la croissance verte et du capital naturel dans les évaluations du risque souverain

[Kevin URAMA](#), Directeur supérieur, Institut africain de développement (ADI)

La taxonomie de l'UE relative à la finance durable

[Ladislav SMIA](#), Directeur du développement durable, MIROVA

Représentante d'une institution financière, à propos des risques liés à l'érosion du capital naturel et de la biodiversité

[Marine DE BAZELAIRE](#), Directrice du développement durable, HSBC Europe continentale

Le rôle des banques centrales et des autorités de surveillance financière

[Katie KEDWARD](#), Spécialiste de l'action publique, UCL Institute for Innovation and Public Purpose

Questions intéressant l'action publique:

- Comment les gouvernements et les institutions financières multilatérales peuvent-ils contribuer à faire monter en puissance les financements axés sur le capital naturel et la biodiversité? Quel est le rôle des taxonomies nationales relatives à la finance durable? Y a-t-il un besoin d'harmonisation des différentes taxonomies nationales?
- Quelles opportunités la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité et des ressources naturelles offrent-elles au secteur financier? Quels sont les risques financiers et autres liés aux pratiques incompatibles avec la durabilité?
- Quelles pratiques de gouvernance, de gestion des risques et de diligence raisonnable peuvent permettre d'assurer que les répercussions et les risques liés à l'érosion du capital naturel et de la biodiversité sont bien pris en compte dans les décisions d'investissement?
- Quelles lacunes et incohérences relève-t-on dans la notification et le suivi des financements publics et privés axés sur la biodiversité?

Troisième journée: jeudi 26 Novembre

14:00 - 15:00 Session 4 - Mesurer le capital naturel et la biodiversité

Cette session examinera les avancées récentes, les difficultés restant à surmonter et les perspectives d'évolution concernant l'action en faveur de la mesure du capital naturel et de la biodiversité, compte tenu des objectifs qui doivent être approuvés à la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) programmée en 2021. L'une des principales difficultés de la mesure du capital naturel tient au fait qu'elle nécessite une série d'indicateurs sur l'état et l'étendue des écosystèmes (recul des forêts, nombre d'espèces menacées, etc.), alors que dans le cas du changement climatique, les indicateurs sont plus faciles à mesurer. Les participants se pencheront sur l'évolution récente de la comptabilité des écosystèmes – ou du capital naturel – dans le cadre du Système de comptabilité environnementale et économique (SCEE), ainsi que sur les opportunités à saisir et les défis à surmonter pour parvenir à une large adoption de cette comptabilité. Ils examineront également les possibilités de mieux mesurer les variations du capital naturel en faisant appel aux systèmes d'observation terrestre et aux données massives. Enfin, cette session abordera aussi les évolutions récentes observées en matière de croisement de données environnementales et de données sociodémographiques en réponse à la priorité donnée à l'inclusivité dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Modératrice:

[Viveka PALM](#), Directrice adjointe, Régions et environnement, Office suédois de la statistique; Présidente du Groupe de travail de l'OCDE sur l'information environnementale (GTIE)

Exposé introductif:

[Paul EKINS](#), Professeur, UCL Institute for Sustainable Resources, University College London (UCL) ; Co-président du Groupe d'experts sur le capital naturel de la Plateforme de connaissances sur la croissance verte (GGKP)

[Carl OBST](#), Directeur, Institute for the Development of Environmental-Economic Accounting (IDEEA), Melbourne, Australie

Intervenants:

La mesure du capital naturel à l'appui de la formulation des politiques nationales

– l'expérience du Royaume-Uni

[Joe GRICE](#), Président, Groupe de travail des experts économiques de l'Office national de la statistique, Royaume-Uni

La mesure du capital naturel à l'appui de la formulation des politiques nationales – l'expérience d'un pays en développement

[Glenn-Marie LANGE](#), Économiste de l'environnement senior, la Banque mondiale

Questions intéressantes l'action publique:

- Quelles sont les principales difficultés à surmonter pour mesurer le capital naturel ou les actifs et services écosystémiques ? En quoi les nouvelles technologies, notamment les données massives et l'observation terrestre, peuvent-elles être utiles?
- Comment continuer d'harmoniser la mesure du capital naturel et d'améliorer la comparabilité internationale?
- Comment faire connaître la valeur ajoutée des données sur le capital naturel? Comment assurer que ces données sont utilisées pour asseoir l'élaboration des politiques sur une base factuelle et suivre les progrès par rapport au développement durable, y compris les ODD (Objectifs de développement durable) et les CDB (Convention sur la diversité biologique)?

15:10 - 16:30 Session 5 - Face aux enjeux du climat et de la biodiversité: des solutions fondées sur la nature pour gérer les risques

La communauté internationale est de plus en plus consciente des possibilités qu'offrent les solutions fondées sur la nature pour rendre les sociétés plus résilientes aux effets du changement climatique, tout en maximisant les synergies entre bonne gestion des écosystèmes et bien-être humain. Par exemple, en investissant dans la remise en état des forêts dans les secteurs amont d'un bassin hydrographique, on peut non seulement protéger les populations établies en aval contre les risques d'inondation, mais aussi amplifier le piégeage du carbone et préserver l'habitat des espèces. Or, même si l'utilité et le potentiel des solutions fondées sur la nature sont reconnus, leurs applications restent limitées en nombre et en envergure. Ces solutions peuvent contribuer à rendre nos sociétés plus résilientes aux répercussions du changement climatique comme l'intensification des précipitations, des incendies ou des canicules, tout en protégeant la biodiversité et en faisant baisser les émissions de gaz à effet de serre. Cette session examinera les obstacles techniques, institutionnels et financiers à l'adoption de solutions fondées sur la nature pour atténuer le changement climatique et s'adapter à ses effets, dont leur image de « technologies émergentes ». La réflexion portera aussi sur la façon d'améliorer la cohérence entre les politiques de réduction des risques de catastrophe et les politiques d'adaptation au changement climatique, en particulier dans la perspective de la planification des infrastructures.

Modératrice:

[Sandy SHEARD](#), Directrice adjointe, Équipe d'étude de l'économie de la biodiversité, HM Treasury, Royaume-Uni

Exposé introductif:

Liens entre le changement climatique, l'érosion du capital naturel/de la biodiversité et les solutions fondées sur la nature

[Valerie KAPOs](#), Chef de programme, Changement climatique et biodiversité, PNUE-WCMC

Intervenants:

Décideur/expert d'un pays membre de l'OCDE, à propos des solutions fondées sur la nature pour atténuer le risque d'incendies

[Tiago OLIVEIRA](#), Directeur, Agence pour la gestion intégrée des incendies ruraux (AGIF), Portugal.

Point de vue de la Convention sur la diversité biologique (CDB)

[Basile VAN HAVRE](#), Co-président, Groupe de travail à composition non limitée de la CDB sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, Canada

Le rôle des solutions fondées sur la nature dans les pays en développement

[Cristina RODRÍGUEZ](#), Directrice, Adaptation au changement climatique et désertification, ministère de l'Environnement, Pérou

Normes relatives aux solutions fondées sur la nature

[Stewart MAGINNIS](#), Directeur mondial, Groupe sur les solutions fondées sur la nature, Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN)

Questions intéressantes l'action publique:

- Où et comment les solutions fondées sur la nature peuvent-elles compléter les infrastructures « grises » classiques? Quels sont les principaux avantages que procurent ces solutions et les difficultés qu'elles soulèvent par rapport aux infrastructures « grises », notamment pour les entreprises chargées in fine de construire les infrastructures planifiées?
- Quel est le rôle des autorités nationales et infranationales dans la facilitation d'un recours accru aux solutions fondées sur la nature? Comment promouvoir concrètement ces solutions dans le cadre des efforts nationaux de relance après le COVID-19 et les mettre au service d'une transition verte et inclusive, y compris au profit des populations locales et autochtones?
- Comment faire en sorte que les solutions fondées sur la nature contribuent à la réalisation des multiples objectifs du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030?
- Quel rôle les solutions fondées sur la nature jouent-elles dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets en milieu urbain, et quels facteurs font obstacle à leur utilisation à plus grande échelle?

Allocation de clôture:

Les principales conclusions du Forum, les lacunes identifiées dans les connaissances et les futurs domaines de travail de l'OCDE seront fournis par [Masamichi KONO](#), Secrétaire général adjoint de l'OCDE

Comités pertinents de l'OCDE

L'ordre du jour du Forum a été élaboré en consultation avec le Groupe de travail sur la biodiversité, l'eau et les écosystèmes (GTBEE) du Comité des politiques d'environnement (EPOC), le Groupe de travail mixte sur l'agriculture et l'environnement (GTMAE) de l'EPOC, le Comité de l'agriculture, le Comité des pêcheries (COFI), le Groupe de travail sur la conduite responsable des entreprises (GTCRE) du Comité de l'investissement, le Groupe de travail sur l'information environnementale (GTIE), le Comité des produits chimiques, le Comité du tourisme et le Réseau sur l'environnement et le développement du Comité d'aide au développement (CAD/ENVIRONET). En outre, les « comités pilotes » des travaux de l'OCDE sur la croissance verte ont été consultés, à savoir : le Groupe de travail n° 1 du Comité de politique économique (CPE/WP1), le Comité de la politique scientifique et technologique (CPST), qui chapeaute le programme sur l'économie de la mer, le Comité de l'industrie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat (CIIE), le Comité des politiques d'environnement (EPOC), le Comité des statistiques et de la politique statistique (CSSP) et le Groupe d'experts sur le capital naturel de la Plateforme de connaissances sur la croissance verte (GGKP).

Sites web pertinents

- <http://www.oecd.org/agriculture/topics/agriculture-and-the-environment>
- <http://www.oecd.org/environment/resources/biodiversity>
- <http://www.oecd.org/environment/cc>
- <http://www.oecd.org/environment/waste/recircle.htm>
- <http://www.oecd.org/environment/consumption-innovation>
- <http://www.oecd.org/economy/greeneco>
- <http://www.oecd.org/environment/tools-evaluation>
- <https://www.oecd.org/agriculture/topics/fisheries-and-aquaculture>
- <http://www.oecd.org/regional/greening-cities-regions>
- <https://www.greengrowthknowledge.org>
- <http://www.oecd.org/greengrowth/greening-energy>
- <http://www.oecd.org/greengrowth/greening-jobs-skills>
- <http://www.oecd.org/environment/greening-transport>
- <http://www.oecd.org/ocean>
- <http://www.oecd.org/dac/sustainable-development-goals.htm>
- <http://www.oecd.org/sd-roundtable>
- <http://www.oecd.org/coronavirus/en>
- <http://www.oecd.org/coronavirus/en/themes/green-recovery>



Publications de fond

- DeBoe, G. (2020), "Economic and environmental sustainability performance of environmental policies in agriculture", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 140, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/3d459f91-en>
- Delpuech, C. and B. Hutniczak (2019), "Encouraging policy change for sustainable and resilient fisheries", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 127, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/31f15060-en>
- Sud, M. (2020), "Managing the biodiversity impacts of fertiliser and pesticide use: Overview and insights from trends and policies across selected OECD countries", *OECD Environment Working Papers*, No. 155, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/63942249-en>
- Martini, R. and J. Innes (2018), "Relative Effects of Fisheries Support Policies", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 115, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/bd9b0dc3-en>
- Lankoski, J. (2016), "Alternative Payment Approaches for Biodiversity Conservation in Agriculture", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers*, No. 93, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5jm22p4ptg33-en>
- OECD (2020), [A Comprehensive Overview of Global Biodiversity Finance](#)
- OECD (2020), [Biodiversity and the economic respond to COVID-19: Ensuring a green and resilient recovery](#)
- OECD (2020), [Building back better: A sustainable, resilient recovery after COVID-19](#)
- OECD (2020), "Nature-based solutions for adapting to water-related climate risks", *OECD Environment Policy Papers*, No. 21, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/2257873d-en>
- OECD (2020), "Reframing Financing and Investment for a Sustainable Ocean Economy", *OECD Environment Policy Papers*, No. 22, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/c59ce972-en>
- OECD (2020), *Sustainable Ocean for All: Harnessing the Benefits of Sustainable Ocean Economies for Developing Countries*, The Development Dimension, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/bede6513-en>
- OECD (2020), *Towards Sustainable Land Use: Aligning Biodiversity, Climate and Food Policies*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/3809b6a1-en>
- OECD (2019), [Analysing Data on Protected Areas](#)
- OECD (2019), *Biodiversity: Finance and the Economic and Business Case for Action*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/a3147942-en>
 - » Related brochures: "[Biodiversity: Finance and the Economic and Business Case for Action. A report prepared by the OECD for the French G7 Presidency and the G7 Environment Ministers' Meeting, 5-6 May 2019](#)"; "[Tracking Economic Instruments and Finance for Biodiversity-2020](#)"
- OECD (2019), *Responding to Rising Seas: OECD Country Approaches to Tackling Coastal Risks*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264312487-en>
- OECD (2018), *Biodiversity Conservation and Sustainable Use in Latin America: Evidence from Environmental Performance Reviews*, OECD Environmental Performance Reviews, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264309630-en>
- OECD (2018), *Mainstreaming Biodiversity for Sustainable Development*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264303201-en>
- OECD (2018), *Managing Weather-Related Disasters in Southeast Asian Agriculture*, OECD Studies on Water, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264123533-en>

Forums CVDD précédents



Forum sur la croissance verte et le développement durable 2020

<http://oe.cd/ggsd2020>

inscrivez-vous à la
Green Growth Newsletter
de l'OCDE

www.oecd.org/login

Suivez-nous sur Twitter
[@OECD_ENV](https://twitter.com/OECD_ENV)
[#GGSD](https://twitter.com/OECD_ENV)

